

Christian Philip : Beyrouth est le portail d'entrée de l'Europe vers le Monde arabe.

Interview de Joëlle Riachi parue dans An-Nahar – le jeudi 28 mars 2002

Sur invitation de la Chaire Jean Monnet à L'Université Saint Joseph Beyrouth, et du titulaire de la Chaire Dr Chibli Mallat, Christian Philip, directeur du Centre d'Etudes de l'Union Européenne et spécialiste du Droit Communautaire Européen a visité le Liban.

Avant son départ, le quotidien An-Nahar l'a rencontré pour aborder les sujets du Centre d'Etudes Européennes et son importance, les relations libano-Européennes, ainsi que sa présentation aux prochaines élections législatives dans la région de Lyon en temps que candidat de la droite unifiée.

Question : Pourquoi un Centre d'Etudes Européennes à Beyrouth et qui en profiterait d'avantage, l'Union Européenne ou le Liban ?

Réponse : Je pense que c'était une idée remarquable du Père Sélim Abou lorsqu'il a institué un Conseil Stratégique pour l'USJ qui regroupe une élite de personnalités libanaises et non-libanaises et qui sont tous les parrains de l'université puisqu'ils décident la politique de l'USJ et sa stratégie. Le Conseil regroupe entre autres, le secrétaire de l'Académie Française Hélène Carrère d'Encausse, le Commissaire Européen Michel Barnier, Carlos Ghosn, le Maire de Bruxelles ainsi que des experts économistes..... Dans cet atmosphère nous avons pensé le Commissaire Barnier et moi-même à la nécessité de créer un Centre d'Etudes sur l'Union Européenne à Beyrouth et une Chaire Jean Monnet. Comme j'avais déjà tenté cette expérience à l'Université de Montréal au Canada où nous avons créé un Centre, l'Université Saint Joseph de Montréal qui a parlé du rôle d'un tel Centre en dehors de l'Europe.

L'important c'est que l'idée s'est développée depuis un peu plus d'un an et que grâce aux efforts de Michel Barnier, l'Union Européenne a reconnu officiellement la Chaire Jean Monnet à Beyrouth. Ce Centre existe donc aux Universités de Montréal au Canada, de Harvard aux Etats Unis et à l'Université Saint Joseph à Beyrouth.

Q : Qu'est - ce qu'un Centre d'études sur l'Union Européenne ?

R : Le Centre favorise les recherches portant sur l'Union Européenne, de plus il doit être un lieu de rencontre et de discussion sur l'Union Européenne, entre personnalités libanaises et arabes d'une part et des

pour cette coopération, et par la suite seront mis au point les moyens nécessaires pour son exécution. Je pense que les moyens doivent être multiplier dans ce domaine.

Q : Pourquoi une attention particulière pour le Liban et pour la coopération avec ce pays ?

R : Beyrouth était et demeure un pôle d'attraction dans cette région, et sa particularité francophone n'existe nulle part ailleurs. La France est intéressée d'attirer des étudiants du Golfe à Beyrouth pour poursuivre leurs études, cette étape est intermédiaire s'ils veulent se rendre par la suite en France pour leur spécialisation. Il est également souhaitable que des étudiants européens et français viennent à Beyrouth pour poursuivre leurs études et apprendre l'Arabe, et lorsque l'Union Européenne aura besoin des cadres arabophones connaissant le Moyen-Orient ces personnes seront ainsi prêtes.

Q : Et l'attention accordée par l'Union Européenne pour le Liban ?

R : Beyrouth doit être un portail pour l'Europe vers le monde arabe parce qu'il est dans l'intérêt de l'Europe d'avoir de bonnes relations avec les pays du Bassin Méditerranéen. L'Europe s'élargit vers l'Est parce que cet élargissement lui convient géographiquement, mais en

même temps nul n'ignore que l'Europe de l'O
géographiquement, historiquement et économiquement avec le Bassin
Méditerranéen, de là je suppose que si l'Europe s'élargit uniquement
vers les pays de l'Est elle perd une partie de son identité, spécialement
pour cela, l'Europe a besoin d'un Etat qui
soit le lien entre elle et les pays du Moyen Orient. Il y'a sûrement des
pays plus grands que le Liban, comme le Maroc et l'Egypte par
exemple mais ces pays ne peuvent pas jouer ce rôle comme le ferait
le Liban. L'Egypte par exemple ne peut jouer ce rôle parce que le pays
connaît des difficultés qui limitent son ouverture.

Q : Que pensez-vous de l'accord de partenariat avec le Liban ?

R : J'ai été très heureux de l'apprendre. Mais les Européens doivent
savoir que certains investissements ne peuvent porter leurs fruits que
bien plus tard. Ils n'ignorent pas que le marché libanais est limité et en
même temps ils savent que l'investissement au Liban permet les
échanges avec d'autres pays de la région.

Q : Sur le plan personnel nous avons appris que vous êtes candidat
aux élections législatives qui auront lieu en mai prochain, pouvez-vous
nous en parler ?

R : Je suis candidat de la ville de Lyon et je représente la Droite
unifiée, le RPR et l'UDF et souhaite succéder à Monsieur Raymond
Barre.

Q : L'opinion publique à l'extérieur de la France accorde une grande
importance pour les élections présidentielles, ce qui éclipse en quelque
sorte les élections législatives, qu'en pensez-vous ?

R : C'est vrai hors de la France les gens ne parlent que des élections
présidentielles. Il n'y a pas de doute que la situation et l'ambiance des
législatives sont reliées aux résultats des élections présidentielles, il
y'a une période d'un mois qui sépare les deux rendez-vous, ce qui veut
dire qu'après l'élection du président la question reste à savoir si le
président élu obtiendra la majorité à l'Assemblée Nationale.

Q : Que pensez-vous de l'expérience de la cohabitation que vous avez
vécu les cinq dernières années entre le Président Chirac et le Premier
Ministre Lionel Jospin ?

R : Je pense que ce régime est mauvais et empêche de prendre de
bonnes décisions et table surtout sur les compromis, ceci nuit à
l'image de la France à l'extérieur. Dans les réunions des chefs d'Etats
par exemple, il y'en a deux qui représentent la France. De plus la
cohabitation entache la démocratie à un certain point parce que la
-à-face entre la majorité et l'opposition qui se

distinguent par leurs idées et leurs buts, alors que dans la cohabitation il apparaît à l'opinion publique que la majorité et l'opposition agissent de pair. Ceci est une dysfonction qui empêche l'évolution du pays.

Q : Je comprends de ce que vous dites que vous êtes avec la réélection du Président Chirac et contre le régime de cohabitation ?

R : Personnellement je souhaite la réélection du Président Chirac et je pense que si les Français élisent Chirac il obtiendra sûrement la majorité législative, mais s'ils votent pour Jospin il emportera difficilement cette majorité.

Q : Et comment a-t-il pu l'emporter en 1997 ?

R : Il a gagné parce que dans de nombreuses circonscriptions la triangulation dominait. Dans le second tour le candidat du Front National s'est retiré ce qui a permis l'élection de la gauche qui est devenue majoritaire. Mais le Front National n'est plus aussi puissant à présent, ce qui veut dire que la triangulation ne conditionnera pas les élections cette année. Il me semble que la Droite a de meilleures chances dans les élections parlementaires cette fois-ci.

Q : Et est-ce que vous attendez la victoire de Monsieur Chirac ?

R : La réélection est une opération difficile car le peuple doit sentir le renouveau. D'autre part nous avons vu comment le Président Mitterrand fut réélu en 1988. Il reste au Président Chirac de convaincre les Français dans le mois qui reste avant les élections qu'il représente l'engagement responsable pour notre pays. Mais l'avenir de la France ne sera pas seulement déterminé à l'élection du président, comme je l'ai dit. Nous devons attendre pour savoir qui sera majoritaire à l'Assemblée Nationale, je répète que la réélection du Président Chirac est nécessaire parce que durant les cinq dernières années la France n'a pas pu envisager les grands problèmes qui concernent la société française et tout retard pourrait nous être nuisible.